

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Canada

Une publication du SER d'Ottawa
Semaine du 24 au 31 juillet

Focus : escalade de la guerre tarifaire américaine contre le Canada



Evelyn Hockstein/Reuters

Le 20 juillet, l'administration Trump a invoqué l'article 338 du *Tariff Act* de 1930, une disposition jamais utilisée auparavant, pour imposer des droits de douane de 50% sur un ensemble de produits canadiens représentant 20 Mds USD (29 Mds CAD) d'importations, soit environ 5% des exportations canadiennes vers les Etats-Unis. La mesure doit entrer en vigueur le 19 août 2026.

Trois décrets ciblent officiellement les produits laitiers, les boissons alcoolisées et l'automobile, des secteurs faisant l'objet d'irritants commerciaux ou de contre-mesures tarifaires canadiennes depuis 2025. Dans les faits, les machines et équipements électroniques, les plastiques et caoutchouc ainsi que l'ameublement apparaissent parmi les secteurs les plus exposés. À l'inverse, le pétrole, le gaz naturel, la potasse, le poisson et les minéraux critiques sont expressément exemptés, les Etats-Unis demeurant dépendants des exportations canadiennes dans ces secteurs (le Canada fournit par exemple les deux tiers du pétrole brut importé par les Etats-Unis).

Le délai de 30 jours avant l'entrée en vigueur des tarifs laisse une fenêtre de négociation aux deux parties. Mark Carney a annoncé vouloir intensifier les discussions avec Washington, tout en précisant récemment que l'énergie ne serait pas utilisée comme moyen de pression, une position qui nuance sa précédente déclaration selon laquelle « tout reste sur la table ». Les premiers ministres provinciaux ont par ailleurs affiché leur unité face à cette escalade, dans un contexte où les trois provinces les plus touchées par ces nouveaux droits de douanes seraient l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique. La légalité de ces mesures demeure enfin incertaine, l'article 338 n'ayant jamais été invoqué auparavant ni éprouvé devant les tribunaux.

Actualités macroéconomiques

Le PIB progresse en mai et confirme la reprise de l'activité au deuxième trimestre

Le PIB réel par industrie a progressé de 0,3% en mai sur un mois, après une hausse de 0,6% en avril, confirmant le rebond de l'activité au deuxième trimestre. La croissance est principalement portée par l'extraction minière, pétrolière et gazière (+1,0%), qui prolonge sa forte progression d'avril (+2,9%), ainsi que par la construction (+0,8%). Le secteur public poursuit également son expansion (+0,6%) et dépasse pour la première fois les 170Md\$ CAD de production. L'activité manufacturière progresse de 0,3%, soutenue par la fabrication de véhicules automobiles (+4,7%) et de produits métalliques (+2,5%). Les estimations préliminaires de Statistique Canada font état d'une nouvelle hausse de 0,2% en juin, ce qui laisserait entrevoir une croissance du PIB d'environ 0,8% au deuxième trimestre (en glissement trimestriel).

Le Canada conclut deux accords commerciaux avec les Emirats arabes unis et l'Equateur

Le 24 juillet, le Canada a conclu deux nouveaux accords de libre-échange. Ottawa et les Emirats arabes unis ont finalisé les négociations d'un accord de partenariat économique global. Des investissements émiratis dans le secteur canadien de l'énergie devraient être annoncés prochainement. De plus, le Canada a signé un accord de libre-échange avec l'Equateur, qui permettra à 99,6% des exportations équatoriennes d'entrer au Canada en franchise de droits, tout en préservant plusieurs productions agricoles sensibles. Ces accords s'inscrivent dans la stratégie du

gouvernement Carney visant à doubler les exportations hors Etats-Unis sur 10 ans et à attirer davantage d'investissements étrangers.

La confiance des ménages canadiens poursuit son redressement, malgré les tensions commerciales avec les Etats-Unis

L'indice Bloomberg Nanos de confiance des consommateurs a atteint 52,55 au cours de la semaine du 24 juillet, contre un point bas de 46,31 début avril, retrouvant ainsi un niveau supérieur au seuil de confiance neutre. La part des Canadiens anticipant une dégradation de l'économie au cours des six prochains mois est tombée à 34,4%, son plus faible niveau depuis novembre 2024. Les inquiétudes concernant la situation financière des ménages reculent également. Cette amélioration conforte l'analyse du gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, selon laquelle « la croissance économique semble avoir repris », les consommateurs faisant preuve de résilience malgré les tensions commerciales avec les Etats-Unis.

L'emploi salarié progresse légèrement en mai, porté par les services publics

L'emploi salarié a augmenté de 0,1% en mai, soit 24 000 emplois supplémentaires par rapport à avril et 112 500 sur un an. Cette progression est principalement attribuable aux administrations publiques (+11 700), qui compensent notamment les pertes enregistrées dans la finance et les assurances (-5 700 emplois).

La rémunération hebdomadaire moyenne est restée stable sur un mois, à 1 338 CAD, tout en progressant de 3,4% sur un an. Par ailleurs, le nombre de postes vacants a augmenté de 0,6%, à 495 715, sous l'effet d'une forte hausse dans la construction (+5 900). L'Ontario est la seule province

ayant enregistré une évolution significative, avec une forte progression des postes à pourvoir (+5,6% sur un mois).

Ottawa crée un Bureau des exportations stratégiques pour soutenir la diversification commerciale

Le gouvernement fédéral a créé un Bureau des exportations stratégiques afin de renforcer la présence des entreprises canadiennes sur les marchés internationaux. Cette nouvelle structure combinera les capacités de diplomatie

commerciale d'Affaires mondiales Canada et l'expertise d'Exportation et développement Canada en matière de financement et d'intelligence commerciale. Un Conseil consultatif réunissant des dirigeants du secteur privé contribuera à orienter la stratégie de diversification du gouvernement. Au cours de la dernière année, Ottawa indique avoir soutenu plus de 28 Mds CAD de ventes internationales dans les secteurs stratégiques grâce à cette approche coordonnée.

Entreprises

Le gouvernement fédéral investit 1,9 Md CAD pour les locomotives de VIA Rail

Le ministre des transports Steven MacKinnon a annoncé cet investissement de près de 2 Mds CAD (1,6 Md EUR) pour renouveler la flotte de la société ferroviaire fédérale. Le suisse Stadler a été choisi pour la réalisation des 45 locomotives hybrides qui seront assemblées à Montréal dans un nouveau complexe de VIA Rail qui servira également à leur maintenance. Le français Alstom reste en lice pour la réalisation des voitures de ces trains.

Le Canada engage 100 M CAD pour soutenir l'industrie du bois face aux tarifs

Alors que le secteur forestier est particulièrement affecté par les droits de douane, le gouvernement fédéral a annoncé un prêt de 100 M CAD (62,4 M EUR) à l'entreprise Millar Western Forest. L'objectif est de soutenir ce secteur important du monde rural, qui emploie près de 200 000 canadiens.

Nouvel accord pour l'exportation du gaz naturel liquéfié canadien en Europe

Le Canada a annoncé un accord avec la multinationale allemande Uniper pour

distribuer le GNL canadien de l'installation Ksi Lisims en Colombie-Britannique. La firme allemande s'engage pour l'achat de 2 millions de tonnes de GNL par an sur 20 ans, avec une première livraison espérée en 2032.

Le Canada investit dans l'industrie agro-alimentaire

Le gouvernement fédéral a annoncé un investissement de 50 M CAD (31,2 M EUR) dans Natural Products Canada. L'organisation à but non lucratif, menée par les industrielles du secteur, vise à commercialiser des technologies agroalimentaires de pointe et d'accélérer leur adoption au grand public.

Cohere rejoint le mouvement de l'open source

Proposant déjà des modèles accessibles à tous, la scale-up canadienne spécialisée dans l'intelligence artificielle a suivi les géants de la Silicon Valley dans leur appel à favoriser les IA open source. Lancé par Jensen Huang, PDG de Nvidia, l'appel a depuis été suivi par les principaux acteurs du secteur réclamant une IA accessible et contrôlée par tous.

Les résultats économiques de la semaine passée

Indicateur	Valeur
Nombre de postes vacants Mai 2026	495 715 (+0,6% en glissement mensuel)
PIB par industrie Mai 2026	2 362 Mds CAD (+0,3% en glissement mensuel)

L'agenda économique de la semaine

Indicateur	Date de publication
Commerce international de marchandises Juin 2026	4 août
Enquête sur la population active Juin 2026	7 août

Principaux indicateurs statistiques

Indicateur	Dernière mesure	Valeur du mois n	Valeur du mois n-1	Variation
Indice des prix à la consommation <i>En glissement annuel</i>	Juin 2026	+2,8%	+3,2%	-0,4 pt
Indice des prix des produits industriels <i>En glissement annuel</i>	Juin 2026	+12,4%	+13,6%	-1,2 pt
PIB par industrie <i>Désaisonnalisées, dollars enchainés (2017)</i>	Mai 2026	2 362 Mds CAD	2 354 Mds CAD	+8 Mds CAD
Balance commerciale de biens <i>Désaisonnalisées</i>	Mai 2026	+4,2 Mds CAD	+3,4 Mds CAD	+0,8 Md CAD
Balance commerciale des services <i>Désaisonnalisées</i>	Mai 2026	-0,5 Md CAD	-0,2 Md CAD	-0,3 Md CAD
Taux de chômage <i>Désaisonnalisées</i>	Juin 2026	6,5%	6,6%	-0,1 pt
Commerce de gros <i>Ventes désaisonnalisées</i>	Mai 2026	140,8 Mds CAD	140,6 Mds CAD	+0,2 Md CAD
Commerce de détail <i>Ventes désaisonnalisées</i>	Mai 2026	73,7 Mds CAD	73,0 Mds CAD	+0,7 Md CAD
Taux de change EUR/CAD <i>Moyenne mensuelle</i>	Juillet 2026	1,6162	1,6162	-0,0040
Taux de change USD/CAD <i>Moyenne mensuelle</i>	Juillet 2026	1,4123	1,4047	+0,0076

Quelques notes du mois de juillet

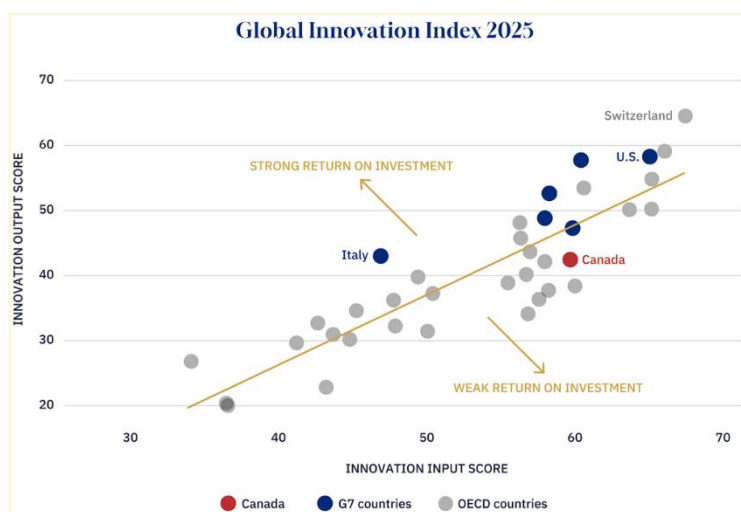
Le gaz naturel canadien : atout pour l'économie canadienne, mais risque pour la transition énergétique ?



Crédit : Getty Images / Rich Pedroncelli

Cinquième producteur mondial de gaz naturel, le Canada vise à développer sa production et ses capacités d'exportation de gaz fossile pour renforcer son statut de "superpuissance énergétique", diversifier ses partenariats commerciaux et limiter ses dépendances aux Etats-Unis. La mise en service en 2025 d'un premier terminal GNL en Colombie-Britannique (LNG Canada) a permis de commencer à exporter la production canadienne vers l'Asie et sera suivie dans les années à venir par plusieurs nouveaux terminaux sur la côte Pacifique. Sur le plan domestique, la consommation de cette ressource abondante et bon marché connaît une hausse importante, notamment pour la production d'électricité et pour l'industrie. La nouvelle stratégie nationale d'électrification consacre la place durable du gaz dans le mix électrique de certaines provinces, faisant craindre un ralentissement de la décarbonation de l'économie. ([lien](#))

Innovation canadienne : le défi du dernier kilomètre



Source : The Hub, Global Innovation Index Database

Le Canada est régulièrement présenté comme une terre d'innovation. En envisageant l'innovation dans toute sa chaîne de valeur, comme un secteur à part entière, les performances canadiennes apparaissent plus nuancées, et l'on observe un écart persistant entre le potentiel d'innovation du pays et sa capacité à le convertir en valeur économique. Ce constat se reflète dans le Global Innovation Index 2025, dans lequel le Canada se trouve à la 17ème place, et se classe derrière le Royaume-Uni (6ème) et la France (13ème) et l'Estonie (16ème). Ce « paradoxe de l'innovation » révèle moins une insuffisance des ressources disponibles qu'une difficulté à les valoriser, créant des vulnérabilités, notamment face au pouvoir d'attraction des États-Unis. L'écosystème canadien demeure néanmoins attractif pour les entreprises innovantes et constitue une porte d'entrée privilégiée vers les marchés et les capitaux nord-américains. ([lien](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsables de la publication : Pierre Moussy, Félix de Liège, SER d'Ottawa

Rédaction : Kenza Vincent, Antoine Mayen-Fontaine SER d'Ottawa

[Abonnez-vous aux brèves hebdomadaires des Services économiques français au Canada !](#)